
Xavier Boniface, L'armée, l'Église et la République (1879-1914)

Paris, Nouveau monde éditions, 2012, 524 p.

Frédéric Gugelot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25406>

DOI : 10.4000/assr.25406

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 144

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Frédéric Gugelot, « Xavier Boniface, L'armée, l'Église et la République (1879-1914) », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 164 | 2013, mis en ligne le 18 février 2014, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25406> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.25406>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Xavier Boniface, L'armée, l'Église et la République (1879-1914)

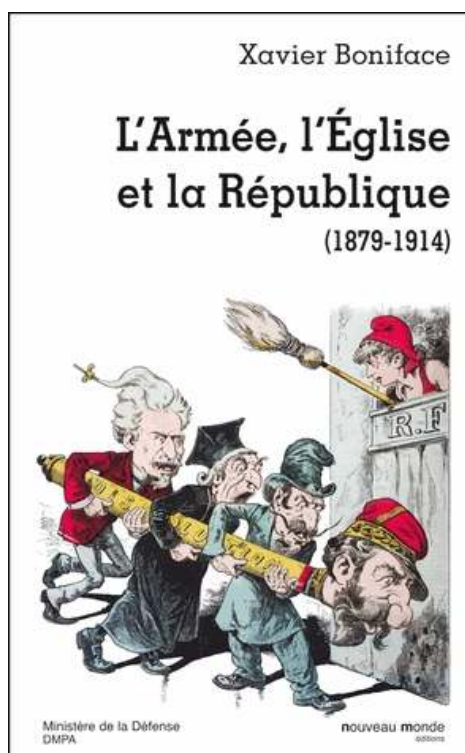
Paris, Nouveau monde éditions, 2012, 524 p.

Frédéric Gugelot

RÉFÉRENCE

Xavier Boniface, L'armée, l'Église et la République (1879-1914), Paris, Nouveau monde éditions, 2012, 524 p.

- 1 Cet ouvrage, issu d'une HDR, reprend un dossier parfois réduit à des attendus pour dégager la réalité des relations entre ces trois acteurs de la vie sociale et politique de la fin du XIX^e siècle. Souvent le prisme de « l'alliance du sabre et du goupillon » a fondé la vision contemporaine des relations entre ces trois acteurs. Pour les républicains, l'ouverture de l'armée aux influences politiques, religieuses et morales du clergé est une menace réelle. Or le livre montre que si cette alliance n'est pas sans fondement, elle est néanmoins plus souvent mythique que réelle. La proximité des deux institutions, militaire et cléricale, se fonderait sur une proximité de valeurs, d'attitudes et de mystiques. L'honneur, le devoir, mais aussi le service de la patrie, rapprochent les protagonistes. Or le développement de la conscription fait de l'armée un lieu d'instruction et un possible « lieu d'acculturation républicaine et laïque » (p. 18) d'où la vive attention que les républicains lui portent. L'auteur insiste d'abord pour rappeler que les relations d'un pôle à l'autre sont asymétriques. L'armée et l'Église sont confrontées à un processus de laïcisation au cœur de la vision idéologique des républicains récents vainqueurs des élections. Car la République n'est pas seulement un régime politique, elle est aussi une culture qui, à la promotion des libertés publiques et au patriotisme, associe la défense de la laïcité de l'État. L'auteur distingue deux périodes : de 1878 à 1898, même si les républicains s'inquiètent d'une possible proximité entre les officiers et les clercs, le processus de « républicanisation » et de laïcisation est lent et modéré ; de 1898 à 1914, dans les suites de l'affaire Dreyfus, les républicains entreprennent une nouvelle étape plus vive de laïcisation de l'armée et de séparation avec l'Église. Le thème de l'alliance revient en force de façon plus polémique car plus médiatisé. Le livre en cerne finement les différents acteurs. Les nuances apportées complexifient la question des rapports entre l'armée, l'Église catholique et la jeune République entre 1879 et 1914.
- 2 La défaite de 1870 entraîne une « crise allemande » (Claude Digeon) de la pensée française. La victoire de l'armée allemande serait l'œuvre de l'instituteur allemand et, selon certains catholiques, le résultat de l'irrégion des Français. Sur le plan politique, deux conceptions s'affrontent. La droite, évoquant l'exemple de l'Allemagne, affirme que la religion renforce la discipline des armées alors que pour les républicains, elle est un obstacle à la naissance d'un citoyen conscient et formé, donc d'un bon soldat. Après 1879, les républicains modérés procèdent à un lent, mais réel, processus de laïcisation qui se traduit symboliquement par la réduction des honneurs rendus par l'armée à l'Église dans les cérémonies officielles et par la quasi-suppression de l'aumônerie en temps de paix. Ils proposent une forme de religion de substitution, la mystique de la patrie (p. 70). Les tensions auraient pu se cristalliser autour de l'avancement des



carrières, mais les modérés se gardent d'y toucher. Le Ralliement encourage d'ailleurs les compromis, la République s'enracine. Le débat le plus vif résulte de l'adoption de la loi du 15 juillet 1889 imposant l'égalité devant l'impôt du sang, le service militaire, aux séminaristes (« Curés sac au dos »), aux élèves de théologie protestante, aux futurs rabbins, mais aussi aux instituteurs jusque-là exemptés. Pour les républicains, le service universel (comme le suffrage) fonde la nation. Les débats se fixent sur les conditions d'applications des lois de conscription. L'Église s'inquiète que les jeunes clercs soient mêlés aux autres appelés, même si l'apologétique transforme ce péril pour la foi en preuve de la détermination spirituelle des futurs prêtres. Au-delà de la vigueur des débats, les accommodements sont nombreux et l'application modérée. Les exemptions et les affectations privilégiées ne sont pas rares. Les fidèles eux-mêmes ne s'opposent d'ailleurs pas à la conscription. Ils adhèrent à l'idéal patriotique et consentent à l'idée d'une égalité républicaine. L'armée devient de fait aussi un lieu de « républicanisation » du futur clergé. Les conceptions des catholiques sur l'armée se révèlent plurielles. Le processus de laïcisation est souvent associé à une idée générale de décadence, de perte des repères, de remise en cause de l'autorité et de la société. « L'évincement du "prêtre de la caserne comme de l'hôpital et de l'école [...] a renversé la dernière digue qui contenait le débordement de l'immoralité" » (Joseph Burnichon, 1890, p. 94). Mais même si la mystique militaire s'est fixée à droite et que, pour les conservateurs, l'armée est un refuge et la garante de l'ordre social, alors que certains assimilent le métier des armes au sacerdoce, l'exaltation des vertus militaires et patriotiques est une forme de ralliement à la nation et donc à la République. « L'Église sacralise à sa manière une institution que, de son côté, la République exalte. » (p. 181) Dans le même temps, l'Église multiplie les œuvres militaires catholiques bien qu'elles ne soient fréquentées que par une minorité de soldats. Il s'agit de préserver les fidèles plus que de catholiciser l'armée. « Elle renonce *de facto* à considérer l'institution militaire comme son prolongement séculier. » (p. 181) L'Église est sur une position de préservation de ses positions plus que de reconquête de la société en voie de sécularisation.

- 3 Si « l'alliance du sabre et du goupillon » apparaît donc largement infondée dans ces années 1870-1880, l'idée d'une proximité naturelle entre clercs et officiers s'appuie sur des éléments réels. L'auteur montre que, longtemps, les officiers passent pour peu dévots, mais que le « réveil religieux » après 1870 d'une minorité d'entre eux donne corps à cette idée d'un corps de commandement largement croyant. Pourtant la pluralité des opinions est une réalité au sein de l'armée. Les 25 000 officiers d'active se répartissent sur l'ensemble du panel des engagements politiques et spirituels, mais se situent néanmoins largement sur le plan politique au sein des droites. Même s'il existe des positionnements où, à défaut d'adorer la foi, des officiers estiment « la religion de l'ordre », tous ne sont pas issus de l'enseignement confessionnel. L'indifférence l'emporte largement. Les officiers montrent « un républicanisme minimal », un ralliement par raison, résignation ou ambition qui s'inscrit facilement dans le « pacte tacite » entre le nouveau régime et l'institution militaire : autonomie de fonctionnement contre neutralité politique. L'emprise catholique est toujours perçue par les anticléricaux comme plus importante qu'elle n'est. Mais la crise boulangiste, qui est une affaire de civils ou d'anciens militaires, prouve amplement que l'armée est loyale alors même que l'opinion républicaine développe une méfiance qui s'exprime à nouveau lors de l'affaire Dreyfus. Quelques cas de conscience entraînent des démissions au moment de l'expulsion des congrégations, puis plus tard lors des inventaires. Mais ils sont rares. L'auteur en dégage les principaux traits. Ils ne sont que quelques dizaines

à refuser d'obéir et/ou à démissionner (p. 404). Dix-sept officiers sont traduits en conseil de guerre (p. 411), les noms à particule sont nombreux, 25 sont sanctionnés d'une manière ou d'une autre, du blâme à la rare mise à la retraite (p. 416). « Le colonel de Lestapis, du 14^e hussards, demande sa mise à la retraite. Il lui déplaît qu'on inventorie les églises », évoque Félix Fénéon dans ses nouvelles en trois lignes en 1906. Peu avant, il notait : « Quatre maires encore de suspendus en M.-et-L. Ils voulaient maintenir sous les yeux des écoliers le spectacle de la mort de Dieu. » Ces soldats réfractaires ne sont pas plus nombreux que les maires, les magistrats ou policiers dissidents. Si les réticences sont nombreuses, « généralisées » (p. 402), elles tiennent autant à des raisons de foi, qu'au refus de voir l'armée occupée à des tâches qui ne seraient pas les siennes. La plupart des militaires obéissent par discipline, loyalisme et légalisme, même s'ils le font en témoignant d'un pointillisme juridique (vérification de la légalité des sommations, de la mise à jour du texte de réquisitions...) qui témoigne de cette réticence. La liberté de conscience et le libre arbitre peuvent-ils faire bon ménage avec la discipline et l'obéissance. Ce qui différencie républicains, clercs et officiers est l'intensité qu'ils accordent à chacun des termes en cause. Le faible nombre de résistances est disproportionné avec l'écho médiatique de celles-ci. Les positions peuvent être à contre-courant. Ainsi, les officiers réfractaires en appellent à la liberté de conscience alors que le gouvernement insiste sur le devoir d'obéissance.

- 4 L'équilibre, le « compromis » (p. 296), qui s'est réalisé sous les modérés, vole en éclats avec l'affaire Dreyfus. Elle ouvre une période de crise dans les rapports entre les officiers, la société et l'État. Chaque pôle se radicalise. Se fixe l'image d'une institution antirépublicaine. Les radicaux conçoivent maintenant la « républicanisation » de l'armée comme un combat et non plus comme une acculturation. Celle-ci a pourtant nettement progressé et globalement l'armée reste fidèle. La majorité des troupes est indifférente à la crise, elle est modérément antidreyfusiste (p. 256), une imprégnation antisémite d'autant plus forte qu'elle est en partie inconsciente (p. 261). Cet antisémitisme est renforcé par un réflexe corporatiste alors même que les progrès de la méritocratie au sein même de l'avancement heurtent certaines carrières et trouvent dans la haine des Juifs un exutoire. Ainsi, l'affaire du p. du Lac est d'abord une affaire de carrière. Confesseur du chef d'Etat-Major, le général de Boisdeffre, il appuierait les avancements des anciens élèves de son institution Sainte-Genève. Les jésuites influenceraient donc le haut commandement. L'intérêt de ce type d'affaires est que loin de révéler une collusion entre le clergé et les officiers, elles dévoilent la médiatisation d'une crainte anticléricale. Néanmoins, là aussi, l'armée n'est pas une. Il existe des officiers dreyfusards. Les fiches réalisées par le ministère dirigé par le général André sur les positions idéologiques des militaires de carrière, avec l'aide des loges maçonniques, ont pour objet de favoriser les carrières des officiers républicains. Leur dévoilement crée le scandale. Or cette affaire révèle l'absence d'hostilité envers le régime et même une plus grande acceptation de celui-ci et un progrès de la liberté de conscience, réclamée maintenant par les officiers catholiques eux-mêmes, contre la « persécution » des républicains. La question des carrières est en fait essentielle. X. Boniface montre d'ailleurs que les retards d'avancement de certains officiers se fondent parfois plus sur des différences de conceptions militaires que sur un supposé cléricalisme. Quelle que fut la réalité de « l'alliance du sabre et du goupillon », la croyance même de son existence lui donne pourtant force et réalité. Toutes les affaires qui éclatent montrent le poids de la médiatisation. L'auteur insiste d'ailleurs sur « l'écho disproportionné » des rares cas de désobéissance. Une politique d'apaisement

est menée ensuite par les radicaux. Les républicains reconnaissent la liberté de conscience et d'exercice individuel des cultes aux militaires tandis que ceux-ci intègrent la réserve et la neutralité attendue d'eux. La laïcisation de l'armée se réalise à son propre rythme. L'Église accepte cette armée nouvelle et elle réorganise sa pastorale militaire. Les œuvres s'organisent sous une forme associative qui n'est pas sans avenir. L'Église peut aussi manifester son attachement à la patrie à travers celui à l'armée. La participation à la défense nationale devient une obligation morale pour les fidèles. Le service militaire reste néanmoins une coupure et l'auteur signale que la crainte de voir des séminaristes interrompre leurs parcours n'est pas infondée, surtout avec l'allongement du service. Cette histoire montre surtout combien les accommodements, les compromis jouent un rôle essentiel dans la redéfinition des rapports entre l'armée, l'Église et la République à la fin du XIX^e siècle même au plus fort moment de tensions. C'est peut-être à ce prix qu'une « Union sacrée » est possible lors de l'entrée en guerre en 1914.